

L'hon. M. HAYDEN: Les normes sont des choses qui peuvent se corriger, mais pas ceci.

Le D^r MORRELL: Les aliments pour lesquels nous n'avons pas de normes sont plus nombreux que ceux pour lesquels nous en avons.

L'hon. M. HAYDEN: Et la raison pour laquelle vous n'avez pas de norme est, je suppose, que vous êtes d'avis qu'une norme n'est pas nécessaire à l'heure actuelle.

L'hon. M. FARRIS: Ce que je n'aime pas au sujet de l'alinéa g) de l'article 24, c'est que vous pouvez prendre un aliment en particulier, l'examiner, et recourir au gouverneur en conseil pour le faire déclarer...

L'hon. M. ROEBUCK: Et adieu à l'oléomargarine! En la qualifiant de falsifiée, elle disparaît.

L'hon. M. FARRIS: Je n'aime pas que vous n'établissiez pas un principe général et que vous n'obligiez pas le public à s'y conformer. Vous pouvez choisir un article sans donner la chance à un homme de faire décider par un tribunal s'il tombe sous la coupe de la définition, et vous dites: "Voici une chose qu'il faut faire disparaître immédiatement." Autrement dit, vous désignez l'aliment et tout est dit.

M. CURRAN: Il convient peut-être de dire que l'emploi du mot "falsifié" sera extrêmement limité sous le régime du bill. On semble avoir l'impression que nous établissons des règlements sous le couvert de l'autorité conférée par la loi et que nous appliquons le mot "falsifié" à des domaines où il n'a jamais pénétré. En réalité, nous sommes d'avis que le mot ne sera pas souvent appliqué, sauf à l'égard de certaines pratiques existantes et qui ne tombent pas nettement sous la coupe des dispositions du bill. Par exemple, le D^r Morrell a parlé de l'utilisation d'huile minérale dans des assaisonnements à salade. Ce serait là une des substances déterminées dont l'emploi ferait qu'un aliment serait falsifié.

L'hon. M. HAYDEN: Mais nous ne pouvons deviner ce que le ministère entend faire ou ne pas faire; nous devons asseoir cette mesure sur une base solide qui vous servira d'assise.

M. CURRAN: Je le comprends.

L'hon. M. BURCHILL: Avez-vous déjà éprouvé, à l'égard des poursuites intentées en vertu de la loi actuelle, des difficultés particulières qui nécessitent le changement proposé?

L'hon. M. HAYDEN: Je pense que le ministère a eu gain de cause quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent.

M. CURRAN: Sauf lorsque nous avons eu la bonne fortune, ou peut-être la mauvaise fortune de vous avoir du côté de la défense, sénateur Hayden.

L'hon. M. ROEBUCK: Si ce que vous dites est vrai, monsieur Curran, que vous n'entendez pas aller bien loin dans cette question de la définition, il serait plus facile de nous indiquer une définition à mettre dans la loi.

Le D^r MORRELL: Je ne tiendrais pas à limiter les normes d'aliments; comme je l'ai fait observer, elles sont assez peu nombreuses et nous pouvons nous occuper des soi-disant falsifications des aliments normalisés. Mais il ne faut pas oublier que la majorité des aliments ne sont pas normalisés sous le régime de la loi des aliments et drogues. Quelqu'un, par exemple, pourrait songer à teindre les pommes de terre en rouge pour les faire ressembler à une variété d'Irlande, alors que c'en est une autre. Voilà, à mon sens, un exemple de falsification.

L'hon. M. ROEBUCK: Ça, c'est une fausse déclaration.

L'hon. M. HAYDEN: C'est de la tromperie sur la marchandise.